

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 157, 22 avril 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Cohésion sociale

• Libérer l'engagement des Français et refonder le lien civique. La République par tous et pour tous.

Assemblée nationale ; avril 2015. 40 p. @

Remis par Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale au Président de la République le 15 avril dernier, ce rapport est le fruit des travaux menés dans le cadre de la mission de réflexion sur toutes les formes d'engagement et sur le renforcement de l'appartenance républicaine. Il présente 61 mesures autour de quatre axes forts : la jeunesse, l'engagement bénévole ou citoyen, l'énergie associative et la rénovation du sens civique.

Collectivités territoriales

• La nouvelle carte des régions : question de bon sens ou de baronnie.

Fabrique Hourquebie.

AJDA, n° 11, 30 mars 2015. pp. 626-635.

Le nouveau découpage des régions françaises « à taille européenne » entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Les débats parlementaires ont été particulièrement vifs sur la définition du nouveau périmètre des régions et sur l'assouplissement du droit d'option pour les départements ; ils ont été un peu plus consensuels sur les modalités de définition du nom ou de choix du chef-lieu de région, même si ces éléments forts de l'identification régionale promettent de nombreuses discussions pour l'avenir.

• Commune nouvelle. Pourquoi et comment se lancer sans attendre.

Esala Dimicoli.

Maires de France, n° 323, avril 2015. pp. 38-43.

L'intéressement financier réservé aux communes nouvelles qui seront créées aux 1^{er} janvier prochain n'est pas la seule raison pour envisager le recours à ce mode de fusion entre communes. Destiné à renforcer les moyens au service des habitants, il permet aussi d'être un vrai pôle de proximité.

• Décentralisation. Qui contrôle encore les collectivités ?

Pierre Cheminade ; Brigitte Menguy.

La Gazette, n° 15/2265, avril 2015. pp. 15-20.

Si les lois de décentralisation de 1982 ont supprimé la tutelle de l'Etat, les collectivités sont toujours soumises à un contrôle financier mais aussi de légalité de leurs actes. La baisse importante des effectifs des services de l'Etat affectés à cette mission génère une véritable insécurité juridique pour les collectivités qui ont dû trouver de nouveaux interlocuteurs.

• Intercommunalités. Réformons la réforme ! (Manifeste)

Villes de France, 7 avril 2015. 8 p. @

A l'occasion des 7^è Rendez-vous de l'intelligence locale qui se sont tenus le 7 avril dernier, Villes de France a publié son manifeste pour réformer l'intercommunalité. Ce manifeste réagit aux projets de regroupements d'EPIC et propose 16 mesures pour améliorer les dispositifs actuels. Villes de France réaffirme le besoin de dessiner des EPIC cohérents, plébiscite une intercommunalité de projet et plaide pour une plus grande liberté d'organisation.

La France et ses territoires

Insee
Coll. Insee
références.
172 p.

@

• Rencontre des intercommunalités : quel avenir pour les communes et les intercommunalités dans le projet de loi NOTRe ? Dossier de presse. @

Association des maires de France (AMF), 15 avril 2015. 44 p.

Alors que l'examen du projet de loi NOTRe se poursuit au Parlement, l'Association des maires de France (AMF) a invité les élus communaux et intercommunaux, le 15 avril dernier, à débattre et à échanger sur l'évolution des intercommunalités. Quelle sera la place des intercommunalités au sein de l'architecture issue de la réforme territoriale ? Peut-on mener simultanément une extension des périmètres et un renforcement des compétences des communautés ?

Contractualisation

• Note sur l'avancée des villes et des agglomérations dans la préparation des contrats de ville. Compte-rendu de la réunion du 8 avril 2015.

AMGVF ; Acuf. 8 avril 2015. 3 p. @

Les associations des maires de grandes villes de France et des communautés urbaines de France reviennent dans une note sur l'état d'avancement des territoires devant signer des contrats de ville.

Démocratie locale

• Une démocratie idéale devrait à la fois produire du consensus et permettre d'exprimer des opinions divergentes.

Thomas Kirszbaum, sociologue. Interview réalisée par Pierre Grosdemouge, le 25 mars 2015. @

Thomas Kirszbaum a réalisé de nombreuses recherches sur la participation des habitants dans les politiques urbaines en France et aux États-Unis. Il nous livre ici les différences entre les deux modes de gouvernance. Son analyse met en évidence comment la prise en compte des questions de la représentation des minorités, la crainte ou non du communautarisme, et la définition de la citoyenneté peuvent expliquer certains particularismes.

Développement durable

• Opinions et pratiques environnementales des Français en 2014.

Commissariat général au développement durable (CGDD). Observation et statistiques, n° 624, avril 2015. 9 p. @

Le CGDD vient de publier une enquête sur les questions d'environnement. Premier constat : le changement climatique et la pollution de l'air font partie des sujets qui préoccupent le plus les personnes interrogées. Sont également abordées dans cette enquête les pratiques liées aux économies d'énergie, les habitudes de déplacement domicile-travail ou dans le cadre des loisirs, l'utilisation des produits respectueux de l'environnement.

Développement territorial

• Marketing territorial.

Maud Parnaudeau.

Le Courrier des maires, n° 289, avril 2015. pp. 22-27.

Quand les collectivités s'appuient sur le marketing d'entreprise pour donner un nouvel élan au territoire, au service de son identité, de ses spécificités, de ses habitants.

Economie sociale et solidaire

• Dossier : Penser l'économie solidaire : une perspective internationale.

Paul Cary ; Jean-Louis Laville ; Florence Bétrisey et al.
Revue française de socio-économie, n° 15, 2015/1 @

Les analyses de l'économie solidaire sont contrastées. Les uns critiquent son instrumentation par un État social défaillant, les autres, au contraire, valorisent le caractère démocratique de ses structures et son inventivité institutionnelle. Pour dépasser ces oppositions, l'économie solidaire est abordée dans ce numéro dans une perspective plus large de recomposition des rapports entre société, économie et démocratie.

• D'autres monnaies pour une nouvelle prospérité.

Jean-Philippe Magnen ; Christophe Fourel.
Mission d'étude sur les monnaies locales et les systèmes d'échanges locaux ; avril 2015 ; 2 vol. : 77 p. et 182 p. @

Remis à Carole Delga, secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire le 8 avril dernier, ce rapport décrypte l'usage des monnaies complémentaires, appelées aussi « monnaies sociales », « parallèles » ou « solidaires », qui permettent d'organiser de nouvelles pratiques d'échanges de biens et de services au niveau local. Le document formule plusieurs propositions pour développer davantage ces initiatives novatrices.

Sur le même sujet, on peut également se référer à l'avis du Cese intitulé « **Nouvelles monnaies : les enjeux macro-économiques, financiers et sociétaux** » de Pierre-Antoine Gailly, rapporteur. Avril 2015. 66 p. @

Emploi - insertion

• Approche intégrée des politiques de l'emploi : les défis de la territorialisation et de l'individualisation.

Cereq ; Thierry Berthet ; Clara Bourgeois.
Bref, n° 334, avril 2015. 4 p. @

Pour tenter d'enrayer la montée du chômage, les instances européennes, relayées par les gouvernements nationaux, encouragent une approche intégrée des politiques de l'emploi. Celle-ci implique une coopération des acteurs au niveau territorial, ainsi qu'une individualisation des réponses apportées aux demandeurs d'emploi. Néanmoins, sur le terrain, ces objectifs se heurtent parfois à l'absence de coordination des intervenants.

Grand Paris

• Comité interministériel "Réussir ensemble le Grand Paris". Dossier de presse, 14 avril 2015.

Premier ministre. 68 p. @

Habitat - Logement

• Le logement en Île-de-France : donner de la cohérence à l'action publique.

Cour des comptes. Avril 2015. 224 p. @

La Cour des comptes a rendu public, le 8 avril dernier, un rapport consacré au logement en Île-de-France. Elle y constate les limites des politiques menées depuis deux décennies dans trois domaines : l'aménagement, le logement social et le logement privé. Constat majeur du rapport : l'amélioration de la situation du logement en Île-de-France n'est pas seulement une question d'effort financier. Il importe tout autant que les interventions publiques soient mieux organisées, mieux ciblées et surtout plus cohérentes.

• Le droit à l'hébergement opposable en péril.

Comité de suivi de la loi relative au Droit au logement opposable (Dalo).

Avril 2015. 44 p. (Cahier n° 8). @

La loi sur le droit au logement opposable (Dalo) du 5 mars 2007 prévoit l'existence d'un recours spécifique pour les demandeurs d'un hébergement ou d'un logement adapté n'ayant pu être accueillis. Le présent rapport comporte 19 propositions afin que l'État se donne davantage de moyens de garantir ce droit, parmi lesquelles : le vote d'une loi de programmation pluriannuelle permettant une augmentation de l'offre d'hébergement et de logements adaptés, le strict respect par les commissions de médiation des critères de la loi Dalo, une formation des acteurs sur les droits de recours des personnes dépourvues de logement.

Mobilité - Transport

• Les transports et le financement de la mobilité.

Fondapol ; Yves Crozet. Avril 2015. 36 p. @

Dans un contexte de réduction des dépenses publiques mais aussi de besoins croissants de financement des infrastructures, les services de transport vont devoir nécessairement s'adapter. Conséquences corrélées : les utilisateurs de ces infrastructures (et des services de mobilité) devront, à l'avenir, contribuer plus largement à leur financement tandis que les services de transport collectif seront astreints, quant à eux, à dégager davantage de gains de productivité.

Montagne

• Les entreprises de montagne ont de l'avenir.

Association nationale des élus de la montagne (Anem).
Pour la montagne, n° 259, avril 2015. 5 p. @

Les contraintes liées à l'environnement montagnard, aux déplacements et à la saisonnalité peuvent parfois rendre la création d'entreprises en montagne moins aisée que dans d'autres territoires. Mais la montagne dispose aussi de solides atouts : la ténacité et l'esprit d'innovation des entrepreneurs, l'engagement fort des collectivités et la qualité de vie sont autant de facteurs positifs pour le dynamisme et la compétitivité des espaces montagnards.

Numérique

• Numérique et mobilités : impacts et synergies.

Fondapol ; Jean Coldefy. Avril 2015. 36 p. @

Après un rappel sur le contexte historique du système de mobilité urbaine et des enjeux des métropoles européennes, cette note met en perspective l'écosystème de la mobilité numérique et présente la répartition des rôles des différents acteurs afin d'utiliser au mieux leurs atouts respectifs en vue de faire émerger une mobilité durable qui s'appuie sur le potentiel des technologies du numérique.

• Big data et objets connectés : faire de la France un champion de la révolution numérique.

Institut Montagne ; Gilles Babinet ; Robert Vassoyan.
Avril 2015. 228 p. @

Le Big data et les objets connectés sont au cœur d'une nouvelle ère numérique dans laquelle les individus, les entreprises et les pouvoirs publics doivent saisir toutes les opportunités économiques et sociétales. Avant le projet de règlement européen sur la protection des données et le projet de loi sur le numérique, l'Institut Montagne émet une série de propositions pour faire de la France un leader de la révolution numérique tout en répondant aux inquiétudes liées aux libertés publiques, à la sécurité des personnes, des entreprises et des entités publiques.

• Révolution numérique et évolutions des mobilités individuelles et collectives.

Bruno Duchemin ; Olivier Marembaud.
Conseil économique, social et environnemental (Cese).
Avril 2015. 202 p. @

Pour tirer le meilleur des mutations liées la mobilité, les préconisations de ce rapport du Cese convergent pour rendre le

transport automobile plus fluide et durable, et placer le numérique au cœur d'une nouvelle conception des services. Le Cese veut ainsi anticiper les conséquences sociales et fiscales de la mobilité numérique et de l'économie collaborative, et encourager l'innovation et les développements industriels, notamment les plateformes de services.

Politique de la ville

• Evolution du regard sur les quartiers sensibles et les discriminations entre 2009 et 2014.

Crédoc ; R. Bigot ; S. Hoibian ; J. Müller. @
Avril 2015. 110 p. (Rapport n° 322). *Etude réalisée à la demande de l'Acse.*

Ce document présente les résultats de l'enquête « Conditions de vie et les aspirations des Français » du Crédoc. Trois axes thématiques principaux sont analysés : les préoccupations de l'opinion publique vis-à-vis de plusieurs questions sociétales (la pauvreté, l'insécurité, les inégalités des revenus, ...), le regard porté sur les quartiers sensibles, et enfin, l'état de l'opinion vis-à-vis des discriminations.

• Où en est la politique éducative de la Ville ?

Antoine Anderson.
Contribution à l'Observatoire des zones prioritaires (OZP).
Février 2015. 18 p. @

L'auteur propose de définir les nouveaux contours de la politique éducative de la Ville alors que le ministère de l'Education nationale appelle à la généralisation des Projets éducatifs territoriaux (PEDT) et qu'il vient de publier une circulaire sur les contrats tripartites. En tenant compte de l'évolution de ce contexte, comment se nouent désormais les liens entre l'école et la cité ?

Politique publique

• Quelle action publique pour demain. Cinq objectifs, cinq leviers.

France Stratégie ; Dominique Bureau ; Marie-Cécile Naves.
Avril 2015. 124 p. @

Ce rapport sur l'action publique de demain fait suite au rapport « *Quelle France dans dix ans ?* » et s'inscrit dans la même temporalité. Il a été préparé à la demande de Thierry Mandon, secrétaire d'État à la Réforme de l'État et à la Simplification, qui souhaitait pouvoir inscrire les actions de portée immédiate dans une perspective de plus long terme, rejoignant en cela une attente déjà exprimée par les partenaires sociaux.

Santé

• Les maisons de santé gagnent du terrain.

Emmanuelle Stroesser.
Maires de France, n° 323, avril 2015. pp. 24-26.

Présentées comme une des solutions aux problèmes de démographie médicales et soutenues financièrement par les pouvoirs publics, les maisons de santé doivent aussi leur réussite à une volonté affirmée des médecins et des élus à s'investir dans le dispositif.

Urbain

• Une ville pour les enfants : entre ségrégation, réappropriation et participation.

Pascale Garnier.
Métropolitiques, 10 avril 2015. 4 p. @

À l'aune d'initiatives visant à faire des enfants des acteurs et des concepteurs à part entière de l'espace urbain, l'auteure invite à penser et à repenser la place des enfants dans la ville, dans sa double dimension spatiale et politique.

• De l'agriculture urbaine à l'agri-urbanisme.

Marc Lemonier ; Catherine Atger ; Isabelle Berthier.
Diagonal, n° 193, mars 2015. pp. 26-58.

Les liens de coexistence entre agriculture et urbain se sont renforcés au cours des dernières années. C'est aussi, d'un certain point de vue, une manière de rendre les villes plus durables et plus vivables. Zoom sur des territoires qui adoptent un co-développement agricole et urbain.

Le carré législatif et réglementaire

- Loi n° 2015-411 du 13 avril 2015 visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques.
 - Décret n° 2015-423 du 15 avril 2015 instituant un délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.
 - Décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020.
 - Décret n° 2015-424 du 15 avril 2015 portant création du parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis.
 - Décret n° 2015-431 du 15 avril 2015 relatif aux appels à projets des pôles territoriaux de coopération économique (PTCE).
 - Arrêté du 8 avril 2015 relatif aux comités d'engagement de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine.
 - Arrêté du 1er avril 2015 fixant la liste complémentaire des territoires concernés par l'expérimentation de la garantie jeunes.
 - Circulaire INTA1508905J du 8 avril 2015 relative à la mobilisation du ministère en faveur de l'égalité et de la citoyenneté.
 - Circulaire INTD1508795J du 9 avril 2015 relative au rapport annuel de l'Observatoire de la laïcité.
-
- Nouvelle charte nationale d'insertion 2014-2024 applicable aux porteurs de projets et aux maîtres d'ouvrage contractualisant avec l'Anru dans le cadre du NPNRU.